Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 44 (1986)

Heft: 3

Buchbesprechung: Bibliographie

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bibliographie

Influences externes sur l'Economie suisse en changes fixes et flottants[1]

Inscrits dans le cadre du Programme n° 9 du Fonds national suisse de la recherche scientifique, cette étude soulève plusieurs questions d'un intérêt capital pour notre pays et pour les responsables de notre politique économique et monétaire. Les professeurs Hans Genberg et Alexander K. Swoboda, de Genève, se proposent d'abord de calculer le degré de dépendance de la conjoncture économique suisse à l'égard des facteurs d'origine étrangère. En d'autres termes, peut-on songer à influencer notre propre conjoncture à l'aide des mesures prises par la politique économique et monétaire de manière à ce qu'elle témoigne d'une indépendance réelle par rapport à l'extérieur? Ou n'est-on pas, dans une certaine mesure au moins, condamné à subir? Ensuite, les auteurs cherchent à savoir plus précisément si nous pouvons prétendre à une véritable autonomie en matière de politique monétaire. La question se pose en régime de changes fixes, mais aussi dans le cas de changes flottants où les données sont pourtant très différentes. Chacune de ces deux hypothèses de travail se dédouble encore, car si l'autonomie de la politique monétaire est une chose, son efficacité en est une autre. Poussant l'analyse plus avant, il faut également s'interroger sur la volonté qui est celle des organes de la BNS d'user ou non de l'indépendance qu'accorderait tel ou tel régime des changes, si bien entendu il est admis que cette liberté est réelle. Enfin, il est particulièrement intéressant de connaître les mécanismes de transmission des chocs subis par les économies étrangères sur la nôtre, après qu'il ait été clairement établi que l'économie suisse, si largement ouverte sur l'extérieur, ne peut songer à se tenir à l'écart des heurs et malheurs de la conjoncture internationale.

A ces nombreuses questions, les auteurs proposent des réponses fondées sur le résultat de leurs calculs économétriques. L'évolution de l'économie suisse est principalement fonction des influences extérieures. Une telle dépendance est aussi réelle dans le cas de changes flottants que dans celui de changes fixes. Toutefois, cette influence de l'étranger s'exerce sur notre pays en empruntant des voies très diverses selon la nature des changes, fixes ou flottants. L'efficacité de la politique économique intérieure est singulièrement réduite par la mobilité internationale des capitaux qui prive les changes flottants de leur pouvoir de protection. Pourtant, les changes fluctuants exercent au moins deux effets qui sont absents dans le cas des changes fixes: les taux d'intérêt peuvent «décrocher» de ceux pratiqués à l'extérieur, et la tendance marquée par le renchérissement des prix (mais non par les fluctuations à court terme) peut différer de celle des autres pays.

Le lecteur ne manquera pas d'être très intéressé par l'opinion des auteurs au sujet des questions fondamentales qui se posent depuis longtemps en politique conjoncturelle. A leur avis, cette politique ferait bien de se borner à la création d'un cadre stable et prévisible. Elle devrait ainsi abandonner au secteur privé le soin de s'adapter aux changements provoqués par les forces dominantes qu'on observe sur les marchés extérieurs. Prenant position sur le

[1] Genberg H. et Swoboda A. K.: «Influences externes sur l'Economie suisse en changes fixes et flottants»; FNSRS; Georg, Edit.; Genève 1986 (202 p.).

problème — si controversé depuis septembre 1978 — des interventions de la BNS tendant à modifier le cours des changes, les auteurs constatent qu'une telle initiative ne semble guère avoir d'effets importants ou systématiques sur les taux de change. Puisse à l'avenir l'opinion suisse l'admettre assez tôt, afin de nous éviter la relance d'une inflation persistante. De plus, chez nous, les prix à court terme dépendent beaucoup moins des variations que la BNS fait subir à la masse monétaire qu'ils ne sont étroitement liés à l'évolution des taux de change ainsi que du niveau des prix à l'étranger. Il en va différemment dans le long terme. Des changements importants de la masse monétaire précèdent les modifications du taux d'inflation. Le temps de réaction est ici estimé à deux ans.

On ne peut s'empêcher de souligner une remarque formulée par les auteurs à la fin du chapitre consacré à la détermination du taux de change. Leurs conclusions, estiment-ils, pourraient être spécifiques à la Suisse et à la période sur laquelle se concentrent leurs recherches. Le lecteur mesurera par là l'une des principales difficultés de la science économique. Il n'y a de loi que du général. En économie, le nombre et surtout le poids des multiples facteurs qui exercent un effet sur un phénomène quelconque se modifient presque à chaque instant. La théorie risque ainsi parfois de ne pouvoir revêtir ce caractère de généralité. Dans cette hypothèse, chaque situation donnerait lieu à des enseignements différents. Aux yeux du profane, ces divergences peuvent apparaître comme des contradictions, alors qu'elles n'en sont pas. On doit cependant s'interroger sur la nature de ce qu'on nomme la science économique. L'ouvrage de MM. Genberg et Swoboda ne manquera pas d'alimenter largement la réflexion des artisans de notre politique économique et monétaire, et celle aussi de quiconque cherche aujourd'hui à mieux comprendre les phénomènes monétaires et les variations des cours du change.

FRANÇOIS SCHALLER

L'économie du développement[1]

L'importance assignée aujourd'hui, soit aux études supérieures du développement économique, soit aux relations entre économies développées et moins développées, justifie l'édition d'un nouveau manuel d'économie du développement. Le contenu d'un manuel ne peut guère différer de celui des autres, dépendant qu'ils sont de programmes universitaires. Mais la façon d'apprendre peut changer. Les étudiants de langue française disposaient déjà du Précis Dalloz de Penouil, intitulé «Socio-économie du sous-développement», et, aux PUF, d'un Furtado, intitulé «Théorie du développement économique». Ces deux manuels diffèrent largement l'un de l'autre. Penouil, plus sociologue, détaille les problèmes de la population et du travail. Furtado, plus historien, compare les développements de l'Europe et du Nouveau Monde. Le manuel de Guillaumont ressemble plus à celui de Penouil qu'à celui de Furtado. Il est apparemment beaucoup plus long, puisqu'il comprend 3 tomes au lieu d'un; mais, sa présentation étant beaucoup plus aérée, la différence quantitative n'est pas grande. L'ordre des questions ne les distingue guère plus, puisque Penouil commence par décrire la sous-économie traditionnelle de même que Guillaumont consacre son premier tome au sous-développement. Les autres tomes concernent la dynamique interne et la dynamique internationale du développement et j'admire l'ingéniosité du plan général. Il est relié aux trois fonctions que tient l'économie du développement dans la formation d'un économiste: «ouverture» sur un autre monde: «miroir», puisque les pays moins développés nous renvoient à des changements universels; «responsabilité» de nous, les riches, vis-à-vis des pauvres.

Le nouveau manuel est ainsi justifié par les services rendus, sans que soit mis en cause l'objet même de l'étude. L'idée de J. Austruy que le développement est un accident de l'histoire dont profitèrent la Grande-Bretagne, puis divers pays occidentaux ne mériterait-elle plus d'être examinée? L'ouvrage de P. Guillaumont ne manque pas de références historiques, mais elles ne servent pas de point de départ. Le hasard entre mal dans les spéculations des économistes.

Le premier tome soulève des problèmes de vocabulaire qui touchent aussi le fond. Développement et «Entwicklung» sont-ils synonymes? Traduit d'habitude par évolution, «Entwicklung» signifie-t-il également développement? L'évolution n'oppose pas deux sortes de pays. Pourquoi mentionner F. Perroux sous «le développement comme catégorie logique» (p. 42) alors que Perroux n'envisage que le développement économique? Le chapitre intitulé «Développement, sous-développement et économie du développement» fait l'objet d'un trompe-l'oeil puisque l'auteur mentionne aussitôt la révolution néolithique, au lieu de partir de la biologie comme l'ont fait, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, tous les scientifiques qui étudiaient le développement.

Le même tome propose un classement des besoins fondamentaux, qui est essentiel, puisque l'absence de leur satisfaction définit en premier l'état de sous-développement. L'auteur énumère deux besoins physiques et deux besoins psychiques (p. 162), tout en remarquant (p. 250) que le deuxième besoin physique englobe le premier. En effet, ils ne sont pas sur la même ligne logique mais, puisqu'un besoin est d'abord un manque, il vaut mieux distinguer

---

Guillaumont: *Economie du développement.* 3 tomes: 1) Le sous-développement; 2) Dynamique interne du développement; 3) Dynamique internationale du développement, Presses Universitaires de France, Paris, 1985.

la faim, la maladie... et l'insalubrité. Le besoin physique de logement mentionné par Drewnoski, p. 146, n'a pas été retenu par Guillaumont sans raison indiquée. De la même façon, les besoins psychiques sont ramenés à deux: éducation et activité-participation, avec la même ambiguïté (activité?) et la même réduction (pourquoi pas l'information, le loisir?).

Mais le contenu du premier tome est meilleur que ses intitulés. L'équilibre entre les problèmes d'actualité et les discussions des économistes est excellent. Il est question de la famine au Sahel et du procès Nestlé, mais aucune controverse théorique n'est oubliée: le revenu par tête comme indicateur du sous-développement, le rapport entre l'inégalité et le développement, l'importance des contraintes physiques, l'existence d'un chômage déguisé... Des analyses difficiles sont rendues claires sans être simplifiées. Un certain nombre de concepts litigieux, (revenus par tête, inarticulation, dualisme) sont décortiqués, désencombrés, finalement restitués à la science économique.

L'ordre des deux tomes suivants a été annoncé au début du tome 1er (p. 19): «Expliquer progressivement comment différentes variables internes agissent dans la dynamique du développement, enfin montrer comment cette dynamique du développement se situe dans un ensemble de relations économiques internationales, lesquelles l'influencent profondément». La réciprocité des influences est bien indiquée mais le lecteur ne croira-t-il pas que la suite qu'on lui propose est à la fois logique et chronologique? L'objection historique est alors inévitable. Explique-t-on le développement de l'Angleterre sans l'influence du commerce extérieur? L'imbrication des problèmes oblige Guillaumont à des répétitions. Il lui faut bien mentionner dans le tome 2 l'apport de capital étranger, sinon comment comprendre l'accumulation interne? Seules les migrations internes sont examinées par le tome 2 au prix d'une simplification discutable: elles sont souvent liées à des migrations internationales, la grande ville du pays servant de relais entre la brousse et l'étranger. L'absence d'un point de départ historique constitue un préjugé dont Guillaumont n'a peut-être pas conscience. Il justifie la suite des 4 chapitres du tome II, accumulation, mouvement de la population, qualité de la population, pouvoir, par leur importance inégale dans la théorie de la croissance (tome II, p. 15). Pourtant la croissance n'est pour lui qu'un aspect du développement (chapitre 1, du tome I). L'application de la réalité ne serait-elle pas plus complète en partant d'une donnée historique indiscutée, le progrès démographique en Grande-Bretagne au 18e siècle? Ce qui aurait conduit à mettre en premier le mouvement de la population, peut-être aussi ses qualités, (nous sommes tous «weberiens»). Sans doute Guillaumont reconnaît-il l'importance de la croissance démographique (p. 236 et suiv., tome 1) et traite excellemment des travaux d'Ester Boserup (p. 240). Mais il insiste plus sur les inconvénients que sur les avantages de la croissance démographique. Le Tiers Monde offre en effet certains cas de blocage du développement par excès démographique, mais on aperçoit plus souvent un progrès simultané du nombre des hommes et de leur condition matérielle.

A part cette objection de méthode, les tomes II et III se recommandent comme le précédent, par la finesse de l'argumentation, l'objectivité du ton, l'abondance des références. Les trois tomes constituent une somme de ce que pensent actuellement les économistes sur le développement, dont je ne vois pas l'équivalent en langue française.

JEAN VALARCHÉ

Le problème de la stagflation. Réflexions sur les fondements microéconomiques de la théorie et de la politique macroéconomiques[1]

Dans cette brochure, le professeur Gottfried Haberler présente ses réflexions sur les problèmes économiques d'aujourd'hui, en particulier sur le phénomène troublant de la poursuite de l'inflation même dans les périodes de récession. Sa longue expérience de l'analyse économique, qui va de la crise des années trente (son livre Prospérité et dépression, préparé en 1936 pour la Société des Nations, reste un classique dans ce domaine) à la politique de l'offre des conseillers économiques du président Reagan, donne à ses observations une importance toute particulière.

En ce qui concerne la crise des années trente, Haberler partage le point de vue des monétaristes selon lequel cette profonde dépression est due à la politique monétaire de la Réserve fédérale (l'offre de monnaie avait baissé de 30%) et non pas à l'instabilité des économies de marché comme le pensait Keynes. A propos de ce dernier, l'auteur souligne la différence entre ses idées et celles de ses disciples. Vers la fin de sa carrière, Keynes souscrit à nouveau aux idées classiques de la discipline monétaire et de la politique libérale tandis que les disciples restent très sceptiques sur ce point. Haberler cite l'erreur flagrante d'appréciation de J.K. Galbraith sur la politique économique libérale du ministre allemand de l'économie L. Erhard qui a conduit à ce qu'on appelle aujourd'hui le miracle allemand. Haberler considère que le libre échange est la politique la plus simple et la plus efficace contre les monopoles et les rigidités des prix et des structures économiques. Toutefois, il ne partage pas l'opinion extrême de l'école des anticipations rationnelles. Les politiques économiques des gouvernements ont un effet sur le secteur réel même si elles sont systématiques. D'autre part, une baisse des impôts ne conduira pas à une augmentation des recettes fiscales comme le prétendent les partisans de la politique de l'offre. L'évolution récente du déficit budgétaire de l'administration Reagan ne peut que confirmer le scepticisme de l'auteur. En conclusion, Haberler présente dans cette brochure des réflexions empreintes de grande sagesse. Le lecteur tirera grand profit d'un texte clair et accessible à chacun.

AURELIO MATTEI

[1] Gottfried Haberler, The Problem of Stagflation. Reflexions on the Microfoundation of Macroeconomic Theory and Policy, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1985.

Réforme fiscale réelle. Le remplacement de l'impôt sur le revenu[1]

La détermination d'un système fiscal optimal est un problème qui préoccupe les économistes depuis fort longtemps. Déjà en 1861, Léon Walras publiait une brochure consacrée à l'impôt dans le Canton de Vaud et proposait un système fiscal basé exclusivement sur l'impôt foncier.

Ce fascicule est l'une de plusieurs publications de l'American Enterprise Institute sur la politique fiscale des Etats-Unis. Un autre fascicule[2] présente en détail les récentes propositions fiscales de l'administration Reagan et intéresse surtout les spécialistes de droit fiscal comparé.

Par contre, cette étude est consacrée au choix du système fiscal le plus approprié. Parmi les auteurs, on trouve plusieurs spécialistes très connus de l'analyse économique de la fiscalité.

Le système fiscal des Etats-Unis et de nombreux autres pays est tellement compliqué qu'il faut beaucoup de fonctionnaires pour déterminer le revenu imposable des contribuables et un nombre encore plus important de spécialistes et conseillers fiscaux que les entreprises et les individus consultent afin d'exploiter toutes les échappatoires possibles et ainsi éluder une partie des impôts. Un système plus simple permettrait d'éviter tous ces coûts inutiles. Les auteurs présentent les avantages et les inconvénients de l'impôt sur la consommation et de celui sur le revenu. Les critères d'équité (l'impôt devrait tenir compte de la capacité financière du contribuable) et d'efficience (il faut éliminer tous les coûts inutiles et les effets négatifs doivent être les plus faibles possibles) sont souvent en contradiction et ceci rend très difficile le choix du meilleur système fiscal. Si l'épargne est taxée au moment du décès du contribuable, il y aurait peu de différences, en terme d'équité, entre un impôt sur le revenu et un impôt sur la consommation. Toutefois, on perdrait probablement une partie de l'efficacité de l'impôt sur la consommation.

Les auteurs examinent ensuite les principales propositions de modifications du système fiscal des Etats-Unis. En procédant à des simulations avec un modèle comprenant 19 industries, 12 groupes de consommateurs et 15 biens, ils obtiennent un gain en bien-être assez important avec l'impôt sur la consommation mais les propositions de l'administration Reagan conduisent aussi à des gains appréciables. Ce dernier projet ne prévoit que trois taux marginaux et supprime toutes les déductions et exemptions que les différents groupes de pression avaient réussi à introduire dans la loi fiscale (les croisières d'affaires à l'étranger est l'un des exemples les plus cités). Il faudra vaincre toutes les oppositions liées à ces innombrables cas particuliers si l'on veut faire accepter ce projet par une majorité de députés (les pertes sont importantes pour les groupes privilégiés tandis que les avantages du projet sont très diffus). La tâche sera difficile mais une issue positive n'est pas à exclure.

AURELIO MATTEI

---

[1] John H. Makin (Ed.), Real Tax Reform. Replacing the Income Tax, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1986 (42 p.).

[2] The Administration's 1985 Tax Proposals, American Enterprise Institute for Public Policy Research, Washington, 1985 (117 p.).